



AU NOM DE LA CONCURRENCE ET DES PROFITS

Il paraîtrait que la France va à la dérive, pour une raison simple et évidente, selon les privilégiés : les Français ne travaillent pas assez. C'est en tout cas la conclusion d'un rapport publié, à la demande de Sarkozy, par une commission présidée par un certain Camdessus, ancien président du FMI, entouré de patrons, de politiques et même de syndicalistes.

Sarkozy en a fait, a-t-il dit, son « *livre de chevet* ». Seillière applaudit à « *cette grande vision* ». Voilà qui nous éclaire sur l'étroitesse réactionnaire de ces petits cerveaux qui prétendent diriger la société. Leur préjugé de classe ne peut concevoir d'autres solutions aux problèmes sociaux que de faire travailler plus, c'est-à-dire aggraver l'exploitation du plus grand nombre au bénéfice d'une minorité.

TRAVAILLER PLUS OU INTERDIRE LE CHOMAGE

Ce rapport désigne comme un des principaux « *freins de la croissance* » un « *déficit de travail* » et développe une série d'idées pour en venir à bout. Les recettes sont déjà pour une part en application puisqu'il s'agirait « *d'effacer les inconvénients* » (pour les patrons) des 35 heures, « *d'autoriser sans restriction le cumul d'un emploi rémunéré et de la retraite* », de « *passer de l'assistance au travail* », c'est-à-dire remettre en cause les indemnités chômage ou encore de généraliser les contrats à durée déterminée.

Il ne viendrait pas à l'idée de tous ces experts que pour combler le « *déficit de travail* », il suffirait de répartir le travail entre tous, de donner du travail aux chômeurs qui ne demandent que ça, d'interdire les licenciements.

Mais leur véritable problème n'est pas là. Il est de continuer de diminuer le coût du travail et pour cela de justifier les nouvelles attaques que patronat et gouvernement mettent en place contre les droits des salariés. La semaine dernière, Raffarin s'apprêtait à faire passer dans la loi sur les licenciements le motif de défense « *de la compétitivité de l'entreprise* ». Certes, il a fait mine de reculer, mais la réalité demeure : c'est au nom de la concurrence, de la compétitivité nécessaire à la rentabilité financière que les intérêts de l'ensemble de la population sont sacrifiés.

FAIRE PAYER LES RICHES

Dans le même temps, le Parlement adopte un budget multipliant les cadeaux aux catégories les plus aisées et la droite allège l'impôt sur les grandes fortunes.

Face à la hausse des carburants, le gouvernement s'arc-boute sur cet impôt particulièrement injuste qu'est la taxe sur les produits pétroliers (TIPP). Il se contente d'une petite remise pour les catégories professionnelles les plus touchées et lève une dîme exorbitante et insupportable sur des millions de foyers.

Total de son côté a engrangé, au seul premier trimestre 2004, plus de 4 milliards d'euros de bénéfices.

La démonstration est évidente. Nul besoin d'expert pour conclure : ce sont ces milliards de profits prélevés par les multinationales ou redistribués par l'Etat dans la poche des riches, la croissance de leur capital, qui freinent la croissance des biens dont la population pourrait bénéficier.

AUGMENTER LES SALAIRES

Alors, oui, pour relancer cette croissance-là, il faut s'en prendre aux profits des grandes compagnies pétrolières et des grandes sociétés, il faut arrêter les cadeaux aux classes privilégiées, supprimer les taxes comme la TIPP qui grèvent le budget des classes populaires.

Cette politique qui consiste à dire que tout ce qui est bon pour les riches est bon pour la population est insupportable, elle ruine la société tout entière.

Il faut que les richesses produites aillent à ceux qui les produisent, améliorent le bien-être des salariés, des chômeurs et retraités. C'est une question de bon sens. Et cela signifie une revalorisation de l'ensemble des salaires et des retraites

Le 25 octobre 2004